



Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/Acrimed-a-besoin-de-vous-entretien-publie-par-Bakchich>

Acrimed a besoin de vous ! (entretien publié par Bakchich)

- Notre association - Nos objectifs - Qui sommes nous ? - Quelle association ? -



Date de mise en ligne : mardi 15 juillet 2014

Description :

Ce que nous sommes et ce que nous voulons : pourquoi nous avons besoin d'euros, mais pas seulement !

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

Tous nos remerciements à Bakchich et à Sébastien Fontenelle pour avoir réalisé et [publié le 5 juillet 2014](#) cet entretien qui explique ce que nous sommes et ce que nous voulons : pourquoi nous avons besoin d'euros, mais pas seulement ! (Acrimed)

À la différence de la presse dominante « gavée d'aides publiques distribuées en dépit du bon sens », l'association Acrimed, qui explore depuis bientôt vingt ans - et en toute indépendance - les mécanismes médiatiques d'imposition d'un discours dominant dédié à la glorification du libéralisme économique, ne bénéficie d'aucune subvention. Pour que vive une critique, plus nécessaire que jamais, « des médias et de leurs chiens de garde » : il est urgent de la soutenir. C'est ce qu'expliquent ici deux de ses co-animateurs, Henri Maler et Julien Salingue.



BAKCHICH : Pouvez-vous faire une présentation de l'association : à quelle date a-t-elle été créée ? Par qui ? À quelle(s) fin(s) ?

Acrimed : L'association Acrimed (Action-Critique-Médias) a été créée en 1996 par des chercheurs, des journalistes et des acteurs du mouvement social, suite à un [« Appel pour une action démocratique sur le terrain des médias »](#) qui constatait notamment que : « *Le mouvement social de novembre et décembre 1995 a donné lieu à des tentatives intolérables d'étouffer la voix des acteurs sociaux (en affectant de leur donner la parole), de dénaturer leurs aspirations, d'effacer leurs propositions en les soumettant au verdict de prétendus experts* ». Un constat qui est toujours d'actualité pour quiconque s'est intéressé au traitement médiatique de la récente grève à la SNCF...

Acrimed se propose de se constituer en Observatoire des médias. Simplement énoncés, nos objectifs sont simples : informer, critiquer, proposer, mobiliser. Informer sur l'information et les conditions de sa production. Critiquer la marchandisation de l'information, de la culture et du divertissement et les dérives du journalisme, en mettant ses idéaux - indépendance, pluralisme, objectivité - à l'épreuve de la réalité. Proposer, en fonction d'une critique qui sait être virulente quand il le faut, les transformations indispensables du monde des médias. Et mobiliser pour tenter d'obtenir ces transformations. Si Acrimed est une association, ce n'est pas principalement en raison de son statut juridique, mais parce que nous essayons de nous as-so-cier, c'est-à-dire d'observer collectivement les médias, de porter collectivement nos critiques et de formuler collectivement nos propositions. Et par cette activité collective nous voulons contribuer à faire ou à refaire des médias une question démocratique et donc politique essentielle. À la différence, par exemple, du site Arrêt sur images, qui se propose seulement de décrypter - souvent avec efficacité - l'univers des médias, sans s'efforcer de peser directement sur les conditions de leur transformation.

Vingt ans plus tard, quel bilan tirez-vous de ces deux décennies ? Les objectifs que vous vous étiez fixés ont-ils été atteints ?

Le bilan est contrasté. La critique des médias que nous pratiquons, avec d'autres - on pourra en reparler - n'a cessé de progresser en audience et en légitimité. Et bien que la crise économique, sociale, écologique... mobilise prioritairement et à juste titre les énergies militantes, nous prenons toute notre place, même si elle est modeste, dans les résistances à la déferlante du libéralisme économique. Nos articles et nos activités sont loin d'être confidentiels. Le site de l'association est plutôt bien fréquenté (une fréquentation qui s'accroît régulièrement), nos initiatives publiques (les « jeudi d'Acrimed ») font en général le plein. Nous publions des articles à un rythme régulier, qui circulent et qui sont lus par un public relativement fidèle et de plus en plus étendu, et depuis 3 ans, nous avons réussi à sortir régulièrement un magazine trimestriel, *Médiacritique(s)*, ce qui dans le contexte actuel de crise du support papier, est plutôt un signe de bonne santé. Et nos relations avec les associations, les syndicats (et en particulier les syndicats de journalistes), sont aussi étroites que possible. Nous avons acquis une reconnaissance et une légitimité certaines vis-à-vis des organisations de la gauche sociale et politique, des syndicats de journalistes et de certains médias.

Mais, comme nous ne sommes pas des « boutiquiers », nous ne pouvons pas être satisfaits seulement par notre audience. Nous n'avons pas été les seuls, loin de là, à porter une critique radicale des médias : des livres (comme ceux de Pierre Bourdieu et Serge Halimi), les films de Pierre Carles, des journaux (comme *PLPL*, puis *Le Plan B*), les médias critiques dont l'existence même est une critique en actes des médias dominants participent d'efforts convergents, pour ne rien dire du succès en salles (et en DVD !) du film *Les Nouveaux chiens de garde* et des nombreux débats qui ont été organisés lors des projections.

Mais le compte n'y est pas ! Loin d'appartenir au passé, les dynamiques et les pratiques que nous dénonçons lors de notre fondation n'ont pas cessé, et ont même eu, dans une certaine mesure, tendance à se développer. Il suffit, pour s'en convaincre, de s'arrêter sur [le traitement médiatique de la récente grève à la SNCF](#) ou sur [la complaisance des médias à l'égard du Front national et de ses idées](#). Or, force est de constater que, trop souvent, les forces qui pourraient relayer notre critique et des propositions semblables aux nôtres se limitent, à de rares exceptions près, à des interventions ponctuelles, quand elles ne se bornent pas à essayer d'occuper quelques créneaux d'expression dans les médias dominants. Pourtant, les sujets ne manquent pas : Que faire du CSA ? Comment construire un véritable service public de l'information ? Comment refonder le système des aides à la presse ? Quel statut pour les sociétés de journalistes au sein des rédactions ? Etc.

À nous de tenter, sans relâche, de convaincre les usagers des médias qu'il ne suffit pas de choisir lequel consommer, et de convaincre les forces collectives que la question des médias n'est pas une question marginale. Nous n'y sommes pas parvenus autant qu'il le faudrait. Mais nous ne renonçons pas ! « *Si un autre monde est possible, d'autres médias le sont aussi, et pour qu'un autre monde soit possible, d'autres médias sont nécessaires* » : nous ne cesserons pas de le répéter.

Vous n'êtes plus complètement seuls à pratiquer ce qu'il est convenu d'appeler la critique radicale des médias : comment vous situez-vous dans ce contexte marqué donc, désormais, par une certaine concurrence ?

Depuis 1996, date de la constitution de notre association, la critique des médias, n'a cessé de se répandre dans les médias. Pour comprendre comment nous nous situons, le plus simple est encore - en contradiction avec toutes les règles d'un entretien, de reproduire ici [ce que nous n'avons pas cessé de dire et d'écrire](#) :

Trop souvent (mais pas toujours) cette critique est devenue un produit médiatique comme un autre. La critique des médias, telle que nous la concevons, doit être une critique radicale (parce qu'elle prend les choses à la racine) et explicative ; une critique intransigeante (parce qu'elle ne se laisse pas intimider) et politique. La critique médiatique des médias se borne généralement à relever des manquements à la « déontologie » : elle décrit des pratiques journalistiques et déplore des fautes professionnelles, mais sans mettre en évidence les contraintes qui les expliquent ; elle dénonce des « pressions », économiques et politiques, mais sans s'attarder sur ce qui les rend possibles et efficaces ; elle pourfend les censures visibles, mais néglige les censures invisibles ; elle concède des « dérapages » propagandistes, mais s'accommode de la pensée de marché ; elle prescrit des corrections à la marge, mais sans mettre en cause l'ordre médiatique existant. Cette critique est insuffisante, surtout quand elle se présente comme autosuffisante. La critique que nous proposons s'efforce de rendre visible ce qui ne l'est pas ou pas totalement. Mais elle n'attribue pas à l'action de quelques acteurs les malfaçons de l'information et les distorsions de l'espace public. Eux-mêmes ne sont, à bien des égards, que des symptômes. Notre critique est une critique des formes d'appropriation des médias, des logiques économiques et sociales qui les gouvernent, de la marchandisation de l'information et de la culture qui en découle : tout ne s'explique pas par elles, mais rien ne s'explique sans elles. Pour ne pas verser dans un économisme à courte vue, notre critique s'étend aux conditions sociales et politiques d'exercice des métiers du journalisme : aux rapports de compétition et de domination qui règnent dans les médias, ainsi qu'aux formes de subordination des médias aux gouvernants et à l'organisation des pouvoirs publics.

Telle est la singularité de notre critique, qui explique l'espace particulier que nous occupons aujourd'hui. Elle tend à nous distinguer, sans que nous cherchions systématiquement à le faire, d'une critique des médias qui se tient dans les limites que se fixe par exemple, comme on l'a dit, Arrêt sur images. Elle s'oppose en outre frontalement à ces contestations venues de l'extrême droite qui ressemblent davantage à une dénonciation démagogique des « élites », du « système », voire même « des » journalistes en général, sans aucune nuance, sans observation précise et sans jamais poser la question des conditions d'appropriation et de production de l'information.

Comment fonctionne Acrimed ? Quels sont vos besoins ? Comment vous aider ?

Plus qu'un site internet ou un magazine papier, Acrimed est une association, qui essaie au maximum de fonctionner de manière collective, avec l'organisation de réunions et d'assemblées générales de ses adhérent-e-s, destinées à fixer les « grandes orientations » de l'association. Pour nous, la critique des médias n'est pas un travail réservé à des experts, et chacun doit pouvoir, à la mesure de ses envies et de ses disponibilités, y contribuer. Ainsi, nos adhérents et nos sympathisants nous « signalent » régulièrement des séquences ou des pratiques médiatiques qui mériteraient d'être analysés et critiqués, d'autres opèrent un précieux travail de retranscription (par exemple lors de débats télévisés), d'autres nous proposent des idées d'articles, ou des articles, etc.

Nous pouvons compter sur un socle de contributeurs et de rédacteurs réguliers, mais toutes les bonnes volontés sont toujours les bienvenues car le champ de la critique des médias est tellement étendu qu'il nous arrive régulièrement, faute de temps ou d'attention, de « passer à côté » d'un sujet. Il ne faut donc pas hésiter à signaler, proposer... [grâce au formulaire de contact disponible sur le site](#).

En ce qui concerne le financement de l'association, alors que la presse dominante est gavée d'aides publiques distribuées en dépit du bon sens, nous ne pouvons compter que sur les dons de celles et ceux qui nous soutiennent et sur les cotisations de nos adhérent-e-s. Nous ne recevons aucune subvention ; les mécènes et autres philanthropes ne goûtent vraisemblablement pas notre critique. Nous refusons toute forme de publicité, et la consultation de notre site, enrichi presque quotidiennement, demeure entièrement gratuite. Quant à notre magazine trimestriel, Médiacritique(s), il offre, espérons-le, un agrément de lecture à ses acheteurs, mais ne rapporte qu'un bénéfice symbolique à l'association...

Acrimed emploie deux salariés, un secrétaire administratif et un secrétaire de rédaction : sans le premier, l'association ne peut fonctionner au jour le jour et, à défaut d'un secrétaire de rédaction à plein temps pour coordonner l'observation des médias, la rédaction des articles pour le site, l'enrichissement de son contenu, la préparation du magazine, etc., la rédaction elle-même, composée de contributeurs bénévoles et, par conséquent intermittents, ne peut pas fonctionner.

C'est pour préserver ce modèle et pour le développer que nous avons décidé, il y a un peu plus d'un mois, [de lancer une souscription de 40.000 euros](#), destinés à pérenniser les deux emplois salariés et à contribuer au développement de l'association et de son site internet. Notre autonomie financière et la possibilité de nous appuyer sur ces deux emplois salariés sont en effet la garantie de notre capacité à fournir une critique des médias intransigeante et indépendante, sans être dépendants de subventions qui deviennent souvent des fils à la patte.

Nous invitons donc celles et ceux qui apprécient et soutiennent notre travail ou, tout simplement, le jugent utile, à contribuer, à la hauteur de leurs moyens, en versant quelques dizaines... ou quelques milliers d'euros ! Signalons que celles et ceux qui ont la chance de payer des impôts pourront bénéficier d'une exonération de 66%. Alors, pourquoi se priver de faire un geste qui aidera à vivre et à faire vivre la critique des médias et de leurs chiens de garde ? [Pour faire un don, c'est ici !](#)